



VERS UNE PLATEFORME D'ÉCHANGES SUR LE « DROIT A LA VILLE »

Octobre 2018

Le droit à la ville, une figure à trois côtés

Un fondement théorique sociologique et politique d'inspiration marxiste depuis Henri Lefebvre en 1968 jusqu'à David Harvey en 2015

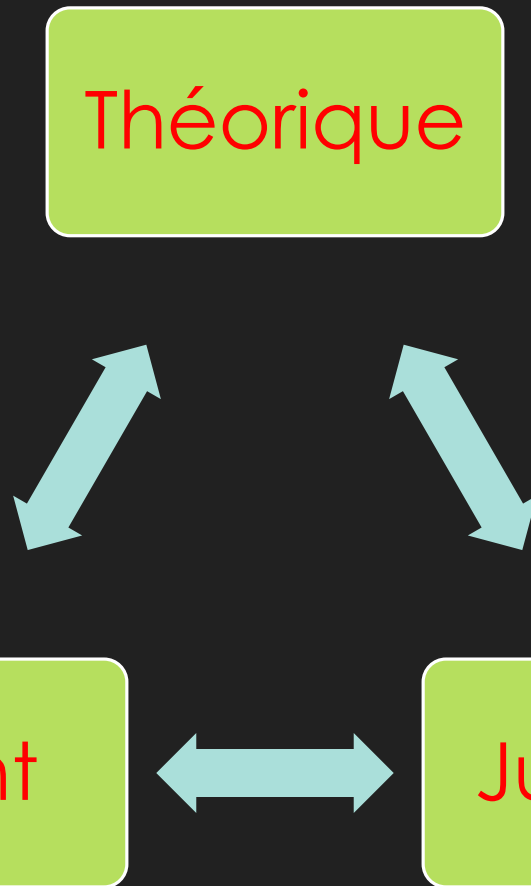
Théorique

Des mouvements de luttes contre les évictions, et de luttes urbaines et environnementales s'en réclament

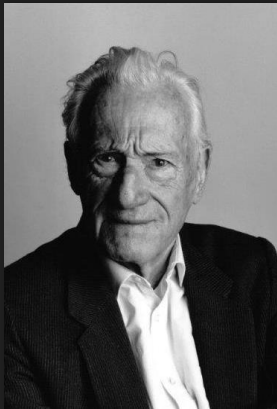
Militant

Des villes l'inscrivent dans leur constitution; des débats juridiques sur l'instauration du droit à la ville

Juridique



Une actualité qui ne sera pas sans lendemain



**HENRI LEFEBVRE
LE DROIT À LA VILLE
(1968-2018)**

**Plusieurs colloques et événements à
l'occasion du cinquantenaire**

Quito, Habitat III, conférence
internationale

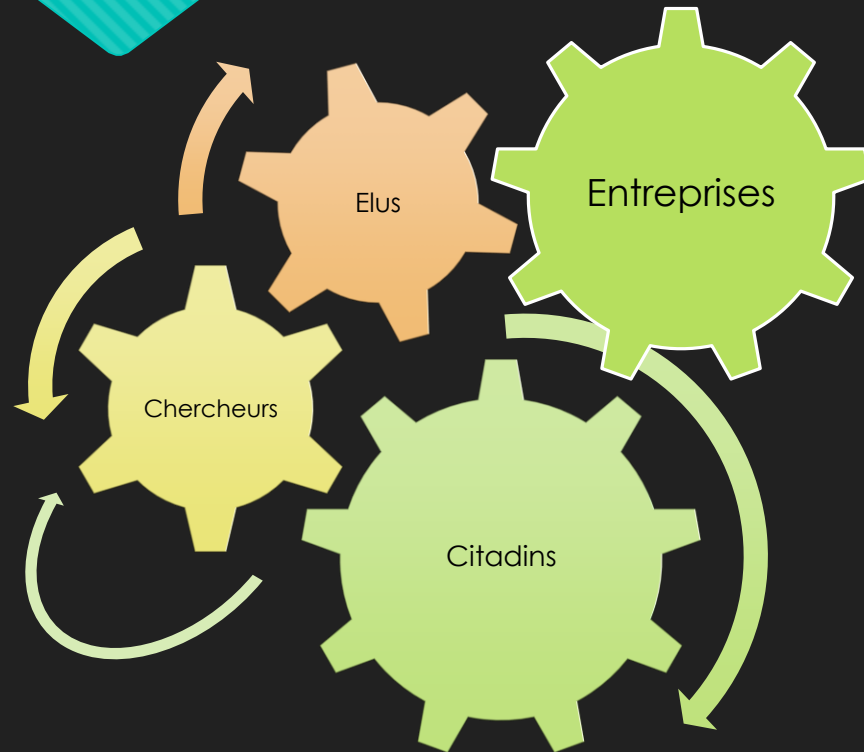


**Historic consensus reached on 'right to the city' in New
Urban Agenda**

THE NEW URBAN AGENDA

INCLUSIVE CITIES

L'enjeu du dialogue en acteurs de la ville



Le droit à la ville touche des questions très diverses comme l'habitat, les mobilités, les migrations, le bien-être en ville, la place des travailleurs dans la ville, la démocratie dans les projets et la gestion, la transition écologique, etc.

Sur ces thèmes, les langages, les concepts, les postures sont très différents selon les acteurs concernés; les échanges sont rares et plutôt conflictuels. Certains estiment même que tout dialogue est impossible.

Malgré tout, et sans imaginer d'hypothétiques consensus, le dialogue est aujourd'hui nécessaire, et notamment pour tout ce qui concerne les « biens communs ». Comment y parvenir?

Une plateforme française (européenne?) sur le « droit à la ville » et ses déclinaisons

Une plateforme numérique multi-acteurs entendue comme une architecture, une structure évolutive, sous tendue à la fois par un projet (la diffusion et la compréhension des enjeux liés au droit à la ville) mais aussi des valeurs, et qui privilégie la mutualisation des savoirs et des actions. Ce projet est en soi politique au sens où il se situe dans un " rapport à la société organisée " et donc à son évolution.

Chacun doit pouvoir y apporter ses questionnements, ses expériences de terrain, ses recherches, et ses propositions. A partir de ce matériau, les animateurs de la plateforme pourront organiser des évènements, des confrontations, des diffusions de données et de documents, le plus souvent de manière transversale.

Le champ envisagé pour cette plateforme est en tout cas français et si possible européen

Deux exemples de ce qui existe déjà



- The **Global Platform for the Right to the City** is an initiative of a group of organizations that met in São Paulo in November 2014 with the purpose of building an international movement for the Right To The City.
- The Global Platform aims to contribute to the adoption of commitments, policies, projects and actions aimed at developing fair cities, democratic, sustainable and inclusive by United Nations bodies and the national and local governments. T

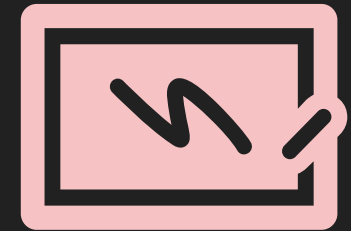
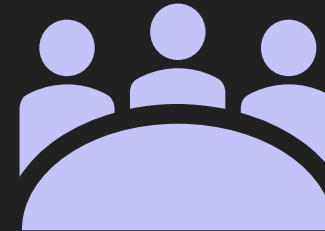
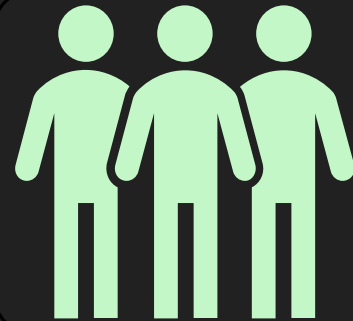


Common.Langage a créé un site Web <http://50ansdroitalaville.org/> en mars 2018 et a animé d'un groupe dédié sur le réseau social Facebook " L e Droit a la ville a 50 ans | El derecho a la ciudad : 50 anos" . Ces deux outils numériques ont été créés, l'un pour favoriser les synergies autour de l'anniversaire de l'ouvrage de Henri Lefebvre et l'autre pour diffuser les informations autour des événements organisés en 2018 sur le sujet

Cette initiative a connu un grand succès et a permis de recueillir de nombreuses ressources

Qui pourrait être intéressé par cette plateforme?

Animateurs: Un groupe multi-acteurs



Collectivités

- * Gestion des conflits
- * Approfondissement démocratie participative
- * Innovations services publics

Mouvements sociaux

- Contacts facilités avec d'autres mouvements
- Connaissance d'actions similaires
- Formation d'animateurs et renforcement assise conceptuelle

Monde économique

- Vue prospective sur les changements sociaux en cours
- Partenariats villes – entreprises sur développement local
- Lien avec RSE

Chercheurs et professionnels

- * Suites recherches théoriques sur « droit à la ville »
- * Recherches-actions facilitées sur territoires identifiés
- * Transversalité des travaux

ENJEUX

Le mode de montage envisagé

